



SYNDICAT DES IMPOTS DE CORSE DU SUD SNADGI-CGT

AJACCIO, le 01/09/2009

2 000 MILLIARDS D'EUROS !

Christine Lagarde, lundi, Sarkozy, mardi, reçoivent les directeurs de banques. A l'ordre du jour, les bonus, ces fameux bonus distribués aux traders. Tout le monde, à droite, à gauche, à l'extrême gauche, s'est ému de ces bonus. Pour la même période, la Banque des règlements internationaux a révélé que les douze grands pays dont la France, ont versé en 10 mois, **2 000 milliards d'euros aux banques**.

Et cela, personne n'en parle. On nous parle des bonus et l'on ne dit rien du fait que les gouvernements ont **versé 2 000 milliards d'argent public aux banquiers et aux spéculateurs**. Selon ces calculs, la France se classe dans les cinq pays qui ont le plus secouru les banques, juste derrière les Etats-Unis et devant la Suisse !

Les sommes versées par le gouvernement français sont l'équivalent de 25% du produit national brut. Et c'est ce même gouvernement qui, au nom de la réduction des dépenses publiques exigée par l'Union européenne a liquidé **13 500 postes d'enseignants à la rentrée 2009, fait disparaître des dizaines de milliers d'AVS, programme la suppression de 30 000 emplois de fonctionnaires, prépare un plan de privatisation de la Poste qui détruirait 30 000 emplois**.

Mais les patrons et les banquiers ont touché 2 000 milliards d'argent public. Et pour défendre leurs profits, ils délocalisent à l'Est et en Chine, restructurent ou ferment des entreprises, jetant à la rue des centaines de milliers de travailleurs. On ne parle pas des 2 000 milliards versés aux grands patrons et aux spéculateurs. Mais M. Estrosi, ministre de la Crise, et qui se présente comme l'intermédiaire dans les conflits en cours, a pour seul objectif d'obtenir des licenciés qu'ils versent une prime pour les travailleurs jetés dehors. **2 000 milliards ont été versés aux patrons, les profits des grandes entreprises explosent, le CAC 40 a augmenté de 47 % entre août 2008 et août 2009, et le résultat c'est une vague de licenciements sans précédent**.

Pour sa part, le SNADGI-CGT de Corse du Sud ne peut accepter cette situation sans réagir, sans la dénoncer et participera à sa mesure à la construction de la riposte de tous les secteurs professionnels afin d'arrêter les licenciements et les suppressions de postes dans le public. **NOUS DEVONS STOPER L'HEMORRAGIE !**